



LE SOMMET DES PRESIDENTS CENTRAMERICAINS REPOUSSE PAR WASHINGTON

Le scepticisme règne quant à la réalisation du sommet présidentiel.

TOURNER LA LOI POUR AIDER L'OPPOSITION

La loi nicaraguayenne interdisant l'entrée des fonds provenant du Congrès, les institutions antisandinistes des Etats-Unis définissent de nouvelles tactiques.

DROITS DE L'HOMME: LE RAPPORT D'"AMERICAS WATCH" REFUTE

La Commission nationale de promotion et protection des droits de l'homme a enquêté sur les sept cas de violation du droit à la vie mentionné par l'organisme étatsunien dans son dernier rapport.

L'APPUI INTERNATIONAL NECESSAIRE POUR RELANCER LA PRODUCTION AGRICOLE

Dans le but de stimuler la production agricole et de rattraper les pertes provoquées par l'ouragan, le ministère de l'agriculture va mettre en oeuvre un plan qui favorisera les petits et moyens producteurs.

UNE NOUVELLE SALLE DE MATERNITE A L'HOPITAL ALLEMAND DE MANAGUA

Le directeur de l'hôpital Karl Marx, don de la RDA au peuple du Nicaragua, explique les projets de cette institution pour 89.

VISITE DE JOSE AZCONA A WASHINGTON

Le président hondurien n'a pas attendu l'entrée en fonction de George Bush pour aller lui demander de l'aider à régler les problèmes provoqués par les Etats-Unis dans son pays.

PANAMA: NOUS N'OUBLIERONS JAMAIS LE 9 JANVIER

Le 9 janvier 1964, 22 étudiants panaméens étaient tués par les troupes des Etats-Unis dans la zone du canal. Cette date reste un symbole aux yeux de tous.

EN BREF :

- Assassinat du numéro deux de la Contra
- Deux chefs contras déposent les armes
- S.O.S. pour les projets sociaux
- Etats-Unis: une édition pirate du New York Times dénonce l'intervention au Salvador

60 P 11481

LE SOMMET DES PRESIDENTS CENTRAMERICAINS REPOUSSE PAR WASHINGTON

Managua, (ANN). Après le virage brusque effectué par Oscar Arias, le sommet des présidents centraméricains vient d'être repoussé pour la quatrième fois en un an, ce qui confirme le scepticisme régnant dans les milieux politiques de la région quant à la réalisation de cette importante réunion, qui devait avoir lieu les 15 et 16 janvier à San Salvador.

Dans une lettre adressée au président hondurien José Azcona, O. Arias évoque la nécessité de remettre le sommet à plus tard, considérant qu'il faut attendre que George Bush s'installe à la Maison Blanche et définisse sa position sur le problème centraméricain. Il ajoute que l'ordre du jour de la réunion est incomplet et allègue qu'on devrait y inclure "la situation des droits de l'homme au Guatemala, la négociation politique au Salvador et la démocratisation au Nicaragua".

La réaction a été unanime: le président du Costa Rica a commis une erreur politique due aux pressions des Etats-Unis et des secteurs les plus conservateurs de sa formation, le Parti de Libération nationale du Costa Rica, ce qui met les accords d'Esquipulas en péril.

Un éventuel alignement des gouvernements de la région sur la stratégie étatsunienne consistant à faire échouer toute tentative de solution politique au conflit centraméricain est un risque réel. Avant la proposition d'O. Arias, toutes les analyses s'accordaient à souligner qu'à première vue le sommet n'allait apporter aucune nouvelle formule, en dehors des décisions concernant le parlement centraméricain et les mécanismes de contrôle et de vérification.

Cependant, une partie de la proposition du chef de l'Etat costaricain est intéressante en ce qu'elle ajoute à l'ordre du jour les violations des droits de l'homme au Guatemala et la négociation politique dans la guerre salvadorienne. Quant à la démocratisation au Nicaragua, alors que le gouvernement du président Ortega a fait tout son possible pour appliquer le plan de paix, le thème n'a rien de nouveau.

Cette proposition confirme "l'influence géopolitique des Etats-Unis dans les décisions politiques de la région", comme l'a dit récemment dans une homélie Mrg. Gregorio Rosa Chavez, évêque auxiliaire de San Salvador. Par ailleurs, O. Arias démontre qu'il n'a pas réussi à convaincre les députés costaricains qui refusent de ratifier l'accord sur le parlement centraméricain. Il semble que le président du Costa Rica n'a aucun intérêt à l'existence de cette institution régionale, dont la création est par contre soutenue par les chefs d'entreprise guatémaltèques, car elle correspond à leurs intérêts économiques.

Les sommets présidentiels qui ont eu lieu dans le cadre du processus de paix ont toujours réservé des surprises. En août 1987, il s'agissait de la signature de l'accord d'Esquipulas, et en janvier 1988, à San José (Costa Rica), de l'élimination de la Commission internationale de vérification et de suivi (CIVS). La prochaine rencontre, qui pourrait avoir lieu durant la deuxième quinzaine de février comme le propose O. Arias, comporte deux aspects essentiels: la discussion sur le parlement centraméricain, dont la création a déjà été approuvée par les pays concernés à l'exception du Costa Rica, et l'élaboration de nouveaux mécanismes de contrôle et de vérification. C'est ce point qui est le plus difficile. Le Guatemala, qui a poussé à l'élimination de la CIVS, maintiendra sa position anti-latinoaméricaine, et proposera qu'elle soit désormais formée du Canada, de la RFA et de l'Espagne, excluant ainsi le groupe de Contadora et le Groupe d'appui.

Par contre, le Nicaragua proposera d'y inclure le Groupe des Huit (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama, Brésil, Uruguay, Argentine, Pérou) en plus de pays extrarégionaux. C'est cette discussion qu'apparemment O. Arias cherche à retarder jusqu'à ce que l'Administration Bush se prononce sur les relations qu'elle va entretenir avec l'Amérique latine et plus particulièrement avec l'Amérique centrale.

Le gouvernement des Etats-Unis n'a fait aucun commentaire officiel à propos du sommet centraméricain, ce qui ne veut pas dire qu'il soit resté inactif. Les signes les plus importants sont les suivants:

- l'annonce de trois manoeuvres conjointes honduro-étatsuniennes, dont l'objectif pourrait être de maintenir la pression sur le Nicaragua au moment où il est question de nouvelles propositions de négociation faites par la Contra, et sur le Salvador avant, pendant et après les élections.
- la révélation de la présence au Guatemala de troupes étatsuniennes qui ont réalisé récemment "des exercices conjoints avec les troupes gouvernementales anti-insurrectionnelles".
- le virage du président hondurien José Azcona, qui s'est opposé pendant un an à la réunion de la Commission exécutive des accords d'Esquipulas sous le prétexte que le Nicaragua avait porté plainte contre le Honduras devant la Cour internationale de justice de La Haye. J. Azcona a accepté de participer au sommet quelques jours après que le tribunal international ait jugé recevable la plainte du Nicaragua.
- le voyage privé du président guatémaltèque entre le 5 et le 10 janvier aux Etats-Unis qui l'a mené de Miami à Washington

- le virage d'O. Arias, qui propose de repousser le sommet, ce qui laisse en plan la négociation régionale et empêche la relance des accords de paix

Le processus d'Esquipulas a, comme point central de négociation la réconciliation nationale. Cette réconciliation, selon l'esprit des accords a pour axe la paix et la démocratie. Dans ce contexte, il est facile de comprendre que l'instrument de pression pour empêcher le développement du processus a été la Contra nicaraguayenne. Le destin de cette force créée par les Etats-Unis est encore incertain. Dans ce sens, elle devient un atout dans la négociation.

La décision finale de Washington à son égard aura indiscutablement des implications sur la situation politique de la région.

Maintenant, il convient de se demander quelle carte va jouer O. Arias, prix Nobel de la paix. Latino-américanisation ? centraméricanisation ? ou ingérence totale des Etats-Unis dans les affaires de la région.

TOURNER LA LOI POUR AIDER L'OPPOSITION

par Robert Cohen et Sergio Ferrari

New York et Managua, (ANN). Plusieurs organismes étatsuniens liés au Parti démocrate et au Parti républicain semblent chercher depuis quelques semaines à adapter leur tactique pour appuyer l'opposition nicaraguayenne et étudier les moyens de lui faire parvenir des fonds malgré les lois en vigueur au Nicaragua.

Janine Parfit, directrice de l'Institut républicain pour les Affaires internationales dont le siège est aux Etats-Unis, a récemment reconnu que, étant donné que la Contra est battue, la lutte se déplace maintenant sur le terrain politique interne, ce qui signifie qu'il faut stimuler toutes les manifestations d'opposition qui peuvent surgir dans le pays. L'Institut a admis publiquement que le budget qu'il consacre à des projets au Nicaragua s'élève à environ 100'000 dollars qui sont canalisés à travers la fondation José Dolores Estrada et l'Institut conservateur du parti du même nom.

S'il est vrai qu'une bonne partie de cette somme a été envoyée au Nicaragua avant que le gouvernement n'introduise une loi interdisant de recevoir des fonds votés par le Congrès des Etats-Unis pour la Contra ou pour des actions déstabilisatrices, J. Parfit a cependant reconnu que de nouvelles façons de faire parvenir l'argent sont à l'étude. Son institution explore la possibilité de canaliser l'aide à travers des fondations conservatrices de RFA et d'Autriche, ce qui permettrait de tourner la loi nicaraguayenne.

L'Institut républicain reçoit lui-même des fonds du *National Endowment for Democracy*, financé par le Congrès, et, selon des enquêtes largement diffusées par la presse, a été mêlé au *plan Melton*. Ce plan, dont un des principaux éléments avait été la manifestation du 10 juillet 1988 à Nandaime et qui avait motivé l'expulsion de l'ambassadeur des Etats-Unis, avait pour but de provoquer et de stimuler des manifestations et des provocations afin de déstabiliser le Nicaragua au plan interne.

Martin Andersen, directeur de l'Institut pour les Affaires latino-américaines qui est également financé par le *National Endowment for Democracy*, a indiqué pour sa part que son organisation va se réunir à la fin du mois pour fixer le montant des donations qui seront affectées à différents projets et prendre des décisions concernant la loi nicaraguayenne interdisant les dons d'argent provenant du Congrès. Bien que, selon lui, la majeure partie de l'aide fournie par son institut ne le soit pas sous forme de transfert de fonds mais sous forme de conseils, de séminaires et formation politiques, il n'a pas écarté l'idée qu'il chercherait de nouveaux canaux pour la faire parvenir au Nicaragua.

Il est probable que des organismes de pays tiers seront ces nouvelles voies. Selon M. Andersen, l'assistance que fournit l'Institut pour les Affaires latino-américaines ne constitue pas une intervention déstabilisatrice dans les affaires internes, mais cherche à promouvoir la démocratie et à offrir une alternative.

L'Institut de Politique extérieure du Parti démocrate, qui reçoit aussi des fonds du *National Endowment for Democracy*, a les mêmes positions et pense, selon des sources proches, qu'il doit trouver de nouvelles tactiques pour assurer sa présence au Nicaragua. Cet organisme, qui aide plusieurs organisations nicaraguayennes, a le projet d'envoyer à Managua une mission chargée d'étudier les perspectives offertes par les élections municipales, qui devraient avoir lieu en 1990, pour envisager des mécanismes permettant d'aider les forces d'opposition. Cette mission devra faire une radiographie de l'opposition et évaluer la possibilité d'une stratégie unitaire pour les élections.

Au moment où Reagan passe le pouvoir à Bush, les institutions antisandinistes des Etats-Unis semblent être en train d'assimiler la défaite de la Contra et la nécessité de revoir leur ligne politique envers le Nicaragua, de dessiner de nouveaux plans et de définir de nouvelles façons de faire parvenir leur appui financier à Managua au mépris de la loi en vigueur.

DROITS DE L'HOMME: LE RAPPORT D' "AMERICA'S WATCH" REFUTE

par Christian Neven-Dumont.

Managua, (ANN). Dans son dernier rapport intitulé "Nicaragua - August 1987 - August 1988", l'organisme étatsunien *Americas Watch* déclare "avoir obtenu des évidences qui suggèrent un "patron" d'abus sérieux commis par les forces gouvernementales (...). Si les rapports que nous avons obtenus se confirment, les cas sont suffisamment nombreux pour évoquer tolérance ou la complicité des autorités les plus hautes" (p. 4).

Dans le chapitre intitulé "violations des lois de la guerre", *Americas Watch* dit être préoccupé par "des cas d'exécutions sommaires perpétrées par les troupes gouvernementales à l'encontre de personnes suspectés de collaboration avec la Contra dans les zones rurales reculées du pays, principalement dans les départements de Matagalpa et de Chontales" (p. 122).

Americas Watch est un organisme respectable des Etats-Unis qui enquête sur les violations des droits de l'homme dans tout le continent américain. Au cours des neuf années de révolution, il a publié douze rapports détaillés sur le Nicaragua, mais c'est la première fois qu'il lance une accusation en ces termes contre les autorités nicaraguayennes.

La Commission nationale de promotion et protection des droits de l'homme (CNPPDH) a enquêté pour essayer d'éclaircir les sept cas mentionnés par le rapport de *Americas Watch* et a publié les résultats préliminaires de ses recherches dans son bulletin no 5 de 1988. La CNPPDH souligne qu'à d'autres occasions ses enquêtes ont concordé avec les celles de l'organisme étatsunien, mais que cette fois, elle tient à exprimer publiquement son désaccord. Les sept cas dont il est question ont été publiés à l'origine par le quotidien de droite *La Prensa* et repris ensuite par la Commission permanente des droits de l'homme (de droite), qui a servi de source à *Americas Watch* ainsi qu'à des dépêches d'agences de presse internationales.

La CNPPDH trouve "inexcusable qu'*Americas Watch* n'ait pas vérifié cette fois ni enquêté davantage sur les dénonciations qu'il a publié dans son rapport, alors que le gouvernement nicaraguayen a maintenu une politique d'ouverture et de coopération avec cet organisme, avec lequel par ailleurs la CNPPDH a déjà collaboré".

Les sept cas que l'organisme étatsunien des droits de l'homme présente pour étayer ses affirmations, tout en précisant que "les recherches sont en cours" (p. 8, communiqué de presse du 4.8.88) sont survenus dans les lieux suivants: à Ubu (Région autonome de l'Atlantique nord), à El Chile (dépt. de Matagalpa), à Matiguas (idem), à la

coopérative de La Unión (idem), à Cuesta del Coyol (idem), à Copalar (idem) et à Rio Blanco (idem).

D'après la CNPPDH, seulement deux cas, les numéros 1 et 3, réunissent les éléments permettant de prouver qu'il s'agit d'une violation du droit à la vie. La présidente de l'organisme nicaraguayen a déclaré au quotidien "Barriada" avoir demandé l'intervention de la commission de contrôle appartenant aux forces armées pour compléter les recherches. "Le cas no 2 a eu lieu en janvier 1988. Même *Americas Watch* reconnaît que les accusés ne sont pas militaires et que le mobile de cet assassinat collectif a été une dispute pour des terres, mais il inclut l'affaire parce que l'un des impliqués dans le crime, Guillermo López, est, d'après les parents des victimes, "militant sandiniste". G. López, ainsi que les autres auteurs de l'assassinat, a été arrêté cinq mois avant la publication du rapport de *Americas Watch* et a été accusé de crime atroce.

Dans le cas no 4, le soldat F. Jarquín a voulu arrêter deux individus qui tentaient de voler le véhicule qu'il conduisait. L'un d'eux l'a frappé à la tête avec la crosse de son revolver, ce qui a fait partir la balle qui a tué l'assaillant. En mars 1988, F. Jarquín a été condamné pour homicide involontaire.

Le cas numéro 5 est un délit de droit commun, un vol suivi d'assassinat, commis par un lieutenant de l'armée, Víctor Valle, qui a volé un camion et tué son propriétaire. *Americas Watch* précise que ce lieutenant a été arrêté avec son complice, un civil, et que tous deux ont été condamnés en mars à la peine maximum, c'est-à-dire 30 ans de prison.

La victime du cas numéro 6 est une femme, Paula Ruiz, qui a été tuée par un soldat, selon un témoin, alors qu'elle s'enfuyait pendant un combat entre l'armée nicaraguayenne et la Contra. Les circonstances spécifiques qui entourent le crime n'ont pas été éclaircies et cependant ce cas apparaît sur la liste des violations du droit à la vie.

Le cas numéro 7 a trait à la détention de trois personnes, sans qu'il soit précisé qui les a arrêtées. Il nous semble téméraire que, sans plus d'indices, ce cas apparaisse dans la liste des morts, bien que le rapport précise dans le même paragraphe que ces personnes "ont été arrêtées et que l'on ignore l'endroit où elles se trouvent" (p. 126). En somme, des sept cas sur lesquels *Americas Watch* fonde ses conclusions, deux seulement réunissent les éléments qui nécessitent une enquête approfondie pour être jugés comme des violations du droit à la vie. Ces cas sont en train d'être étudiés afin de prendre les mesures correspondantes. Même si la violation était prouvée dans ces deux affaires, cela ne constituerait pas pour autant un "patron" permettant de parler "d'attitude systématique et de complicité des autorités" (bulletin de la CNPPDH numéro 5, novembre 1988, p. 10).

L'APPUI INTERNATIONAL NECESSAIRE POUR LA RELANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

par Ricardo Pino Robles

Managua, (ANN). La décision de relancer les activités agricoles nationales, que viennent de prendre le ministère de l'Agriculture et de la réforme agraire (MIDINRA) et l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), a besoin pour se concrétiser et être couronné de succès, de l'appui interne et de la solidarité financière internationale.

C'est ce qu'ont expliqué les spécialistes en économie après les déclarations faites par Alfonso Porras, directeur du département de l'encouragement agricole du MIDINRA. A. Porras a informé que cette année sera lancé un vaste programme de réhabilitation destiné au rétablissement de la production agricole. Les spécialistes soulignent la nécessité de décider une politique économique qui tende réellement à stimuler la production pour la consommation interne, en particulier la production de riz, haricots et maïs.

Jusqu'à présent, la politique économique a surtout favorisé les cultures d'exportations (café, coton, sucre, bananes, bois, viande), sources de 70 % des devises qui entrent dans le pays, et n'a pas bénéficié aux petits et moyens producteurs, qui sont ceux qui cultivent les produits de consommation interne.

C'est pourquoi les spécialistes ont jugé légitime la démarche d'A. Porras et de la UNAG - qui compte 124'000 membres -, lesquels demandent que l'on prenne comme référence le prix international du riz, des haricots et du maïs pour établir la valeur de ces produits sur le marché interne. Si le Nicaragua a besoin d'importer ces grains de base pour satisfaire la demande intérieure et pour cela paie un prix déterminé, il est raisonnable, selon A. Porras, que l'équivalent en cordobas de ce prix en dollars (au taux de change officiel) soit offert aux paysans nicaraguayens. Cela constituera sans aucun doute un grand encouragement pour les producteurs et favorisera le respect des objectifs de production fixés pour 1989.

Le plan élaboré par le MIDINRA prévoit une augmentation des surfaces cultivées en riz, haricots et maïs, qui devraient ainsi passer de 333'400 hectares en 1988 à 345'100 cette année, soit 3,5 % de plus. Le volume de production devrait quant à lui être en hausse de 5,5 % passant de 409'700 à 432'200 tonnes.

Le plan de réhabilitation agricole, qui prévoit principalement de rattraper les pertes provoquées par l'ouragan (139,9 millions de dollars de dommages à la production et aux infrastructures), ne pourra réussir, selon les spécialistes, sans l'appui de la communauté internationale. Cette analyse se fonde sur le fait que le pays, depuis plusieurs années, n'a pas les ressources nécessaires à une re-

lance économique et que l'ouragan lui a fait perdre, selon le rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU (CEPAL), 840 millions de dollars, soit 40 % de son produit intérieur brut pour 1988. Le plan prévoit de récupérer les pertes dans un délai de 3 à 5 ans, prévision jugée optimiste par les observateurs. Il englobe le remplacement des infrastructures, le rétablissement de la capacité de production de l'élevage, la plantation de cocotiers et de cacaotiers, ainsi que les services d'appui au secteur productif comprenant le transport et l'habitat.

20'000 des 62'000 familles sinistrées par le cyclone ont tout perdu, situation dramatique qui s'ajoute à la crise économique nationale provoquée par les effets conjugués de l'agression, de la crise mondiale et des divers désastres naturels subis par le Nicaragua depuis huit ans.

UNE NOUVELLE SALLE DE MATERNITE A L'HOPITAL ALLEMAND DE MANAGUA

par Ondina Olivar

Managua, janvier (ANN). L'hôpital Karl Marx, don de l'Allemagne démocratique, achèvera cette année la troisième étape de sa construction. Il sera ainsi à même d'offrir un meilleur service à la population nicaraguayenne, surtout aux mères et aux nouveaux-nés. Le directeur de cet hôpital, Hermann Schaller, a informé l'ANN des nouveaux projets de l'institution pour cette année.

En effet, malgré les difficultés économiques, la troisième étape de construction, qui comprend l'édification d'une salle de maternité, sera réalisée grâce à l'appui matériel et économique du gouvernement d'Allemagne démocratique. A l'heure actuelle, l'hôpital Karl Marx affronte de nombreux problèmes dont le plus grave est sans doute la "fuite" du personnel d'infirmier et d'autres cadres qualifiés qui, traversant une situation économique difficile, abandonnent leur emploi pour en chercher un autre mieux rémunéré. H. Schaller explique "qu'il faut trouver de nouvelles voies pour former du personnel médical: jusqu'à présent nous assurons la formation de 20 aides-soignant par an. Il nous faudra maintenant en former 60. Nous devons également augmenter le nombre de participants à notre brigade d'accouchement."

Le directeur de l'hôpital indique que le Nicaragua n'est pas en mesure de fournir suffisamment de laborantins, de personnel qualifié en rayons X, et d'infirmières car le nombre de diplômés de l'Institut polytechnique de la santé (POLISAL) a diminué au cours de ces deux dernières années, à cause de la faible rémunération en vigueur dans cette branche. D'après H. Schaller, il est très difficile de diriger un hôpital qui se trouve encore en phase de construction et il faut expliquer aux gens la situation. Mais, dit-il, on y parvient grâce à un travail intensif

en collaboration avec les comités du Front sandiniste, de l'organisation des jeunes et du syndicat. De telle sorte que les problèmes qui ont trait, par exemple, au personnel qualifié, pourront être résolus plus aisément".

H. Schaller précise que l'hôpital applique les programmes nationaux émanant du ministère de la santé du Nicaragua (MINSA), tels que l'attention aux femmes enceintes et aux nouveaux-nés. Il a également participé, avec les centres de santé, à la préparation de sages-femmes. Depuis l'année dernière, l'hôpital allemand formé des médecins en insistant sur l'aspect préventif afin de donner un nouvel élan aux programmes de santé du gouvernement.

Jusqu'en décembre 1988, le Karl Marx a reçu 117'598 malades dont le quart était des enfants. Parmi les maladies les plus communes chez l'enfant figurent les maladies respiratoires, intestinales, parasitaires et la diarrhée. Chez l'adulte, ce sont les maladies hépatiques, la tuberculose, la déformation de la colonne vertébrale et l'asthme qui sont les plus fréquentes.

Le personnel de l'hôpital Karl Marx espère que la nouvelle salle de maternité pourra être inaugurée à l'occasion de la journée internationale des femmes, le 8 mars prochain.

VISITE DE JOSE AZCONA A WASHINGTON

par Willian Robinson

Washington, (ANN). Le président du Honduras José Azcona a conclu le 11 janvier une visite de trois jours à Washington dont le but était de demander le secours des Etats-Unis pour régler les nombreux problèmes occasionnés à son pays par sa position d'allié fidèle de la super-puissance en Amérique centrale.

Le rôle de relais de la politique étatsunienne et d'arrière-garde de la Contra joué par le Honduras a provoqué pour le régime de Tegucigalpa des problèmes économiques, sociaux, diplomatiques et de sécurité qui sont de plus en plus graves compte tenu de l'échec de cette politique et de la complexité de la conjoncture centraméricaine. Le moment d'indécision dû au changement d'administration à Washington, d'où viennent d'habitude les orientations de politiques intérieure et extérieure qu'applique le gouvernement hondurien, provoque l'inquiétude de ce dernier, selon des déclarations faites dans cette capitale.

La délégation conduite par J. Azcona a rencontré des fonctionnaires du département d'Etat et a fait ses adieux à Ronald Reagan. Elle a également eu une série de rencontres avec l'équipe de transition de George Bush, dont une réunion d'une demi-heure avec ce dernier.

Selon J. Azcona, l'objectif principal de ces consultations a été de demander aux Etats-Unis d'assumer clairement la responsabilité des contras installés sur le territoire hondurien et de solliciter à Washington de maintenir et d'augmenter l'aide économique et militaire au Honduras.

J. Azcona a admis que la Contra représente une menace de plus en plus grande pour la sécurité interne de son pays sans compter qu'elle a provoqué l'isolement international et la plainte déposée par le Nicaragua devant la Cour internationale de justice de La Haye.

"Nous avons exprimé à G. Bush notre préoccupation et nous lui avons demandé que les Etats-Unis trouvent une solution pour les contras le plus rapidement possible" a déclaré le chef de l'Etat.

Les Honduriens voulaient "un engagement écrit", c'est-à-dire un plan défini, comme l'a dit à l'ANN un diplomate hondurien, "mais Bush ne nous a proposé aucun plan concret, cependant il a déclaré qu'il était prêt à nous aider à régler ce problème". Quant à Bush, il s'est limité à déclarer: "J'ai besoin de temps pour formuler nos lignes politiques, mais j'ai dit à Azcona que les relations entre nos deux pays seront aussi fortes que pendant l'Administration Reagan".

Bien que les responsables honduriens soient très inquiets de l'occupation des contras, ils n'ont voulu entreprendre aucune action pour les sortir du territoire qui n'ait reçu auparavant l'approbation des Etats-Unis.

"Le but de la visite d'Azcona était d'accélérer la solution du problème avant le sommet des présidents centraméricains (aujourd'hui repoussé) de façon à négocier avec ses collègues en ayant déjà passé un accord avec les Etats-Unis à propos de la Contra" a expliqué à l'ANN un diplomate d'un pays de Contadora.

L'autre grande préoccupation du Honduras est la diminution de l'aide étatsunienne, "si la stratégie de la Contra se termine, le Honduras va perdre les bénéfices liés à son engagement dans cette stratégie" a affirmé le diplomate. L'aide économique et militaire des Etats-Unis, qui n'a pas dépassé 15 millions de dollars durant les années 70, a augmenté considérablement à partir de 1981, jusqu'à atteindre 296,4 millions de dollars en 1986, l'année "forte" de la politique reaganienne dans la région, selon des chiffres de l'AID (Agency for international development) du gouvernement des Etats-Unis. La manne des dollars, cependant, a commencé à diminuer et l'année dernière l'aide ne s'est élevée qu'à 190 millions, en particulier à cause de la réduction globale des dépenses de Washington pour leurs alliés due à l'augmentation du déficit fiscal.

"Nous espérons continuer à recevoir de l'aide de la part de l'Administration Bush. Nous espérons que le niveau (de cette aide) cessera de diminuer et qu'il remontera à nouveau", a expliqué J. Azcona. Attendons de voir quelle politique adoptera la nouvelle administration vis-à-vis de l'Amérique centrale, y compris du Honduras. Les observateurs signalent cependant que Bush n'est même pas encore entré à la Maison Blanche que déjà les Honduriens cherchent à régler leurs problèmes à Washington, au lieu de prendre plus d'indépendance et d'adopter des décisions souveraines pour se débarrasser des contras, de respecter les engagements qu'ils ont pris dans ce sens en signant les accords d'Esquipulas, de respecter les lois internationales, et de rechercher un arrangement par le biais de la négociation centraméricaine.

PANAMA: NOUS N'OUBLIERONS JAMAIS LE 9 JANVIER

par Jorge Sampson

Managua, janvier (ANN). Pour les Panaméens, la date du 9 janvier est une tâche au front et une douleur dans la poitrine. C'est une sensation d'indignation et de rage contenue, contre ce que les Etats-Unis représentent dans la vie quotidienne du pays.

La commémoration du massacre du 9 janvier 1964, au cours duquel 22 étudiants panaméens ont trouvé la mort face aux troupes étasuniennes cantonnées dans l'ancienne zone du canal, revêt toujours un sens spécial. Jamais personne ne pourra effacer de la mémoire collective des Panaméens l'image de ceux qui sont morts pour avoir agi en patriotes: ils ont voulu hisser leur drapeau dans leur propre pays.

Il est difficile d'expliquer la sensation qu'éprouvaient il y a quinze ans les Panaméens, obligés de traverser l'enclave étasunienne pour aller, par exemple, à la plage. L'atmosphère était très tendue. Il fallait même faire attention de ne pas mettre la radio trop fort, afin de ne pas donner de prétexte à la police militaire des Etats-Unis pour arrêter quelqu'un. Les enfants ne comprenaient pas bien ce qui se passait. Mais ils se rendaient compte depuis toujours que les choses allaient mal dès que l'on pénétrait dans la zone. Au fil du temps, le peuple s'est chargé de transmettre son indignation aux nouvelles générations en évoquant le souvenir de ceux qui ont été massacrés par les mitraillettes lourdes des "gringos", qui eux n'étaient attaqués que par des pierres. La garde nationale d'alors, fidèle à son rôle servile envers les "yankees", s'était retranchée dans la caserne pour éviter tout problème. Le général Omar Torrijos racontait souvent le sentiment de frustration que lui et ses compagnons d'armes avaient éprouvé de ne pas pouvoir être aux côtés du peuple pour le défendre.

Quatre ans et demi après ils organisèrent un coup d'Etat afin que ce massacre ne se répète jamais. Les choses ont beaucoup changé depuis 1972, année au cours de laquelle le gouvernement des Etats-Unis a proposé à Omar Torrijos d'entrer dans les négociations qui aboutiront à la signature des nouveaux traités, en septembre 1977. Beaucoup de jeunes Panaméens n'ont même pas vécu l'époque où existait la division entre le territoire panaméen et le territoire occupé, séparés par un grillage de fil de fer barbelé de deux mètres de haut. Mais les blessures saignent encore.

Le problème dépasse la raison et la logique. De plus, ce ne sont pas seulement ceux qui vivent le long des rives du canal qui en ont souffert. Tout le monde sait que pendant la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont installé près de 100 bases militaires sur le territoire du Panama. Beaucoup trop pour un pays qui s'étend sur un peu plus de 77'000 kilomètres carrés et pour une population qui possède un grand orgueil national. Il semble maintenant plus facile d'analyser ce que ressent un Panaméen du point de vue de l'agression économique que subit le pays. Mais il faut aller au-delà, parler avec les gens, faire revivre leurs sentiments. C'est une sensation mêlée de haine, de crainte et de prudence qu'éprouve toute personne qui a été arrêtée par la police militaire des Etats-Unis (avec qui, en plus, il était difficile de s'entendre parce que les policiers ne parlaient pas espagnol), c'est-à-dire qui a été opprimée par un pays étranger dans son propre pays.

Voici la véritable dimension du mal panaméen. Beaucoup de changements pourront se produire dans le pays, et plus d'un traître à la patrie demandera à nouveau aux marines de débarquer pour en finir avec la crise politique et économique actuelle. Mais les images du massacre sont restées gravées dans l'esprit des Panaméens, et dans leur coeur, une seule phrase: nous n'oublierons jamais le 9 janvier !

EN BREF :

ASSASSINAT DU NUMERO DEUX DE LA CONTRA

Managua, (ANN). Le médecin Manuel Rugrama, alias "Aureliano", numéro deux de la Contra et fidèle allié de Enrique Bermudez, a été tué par balles le 17 janvier à Tegucigalpa (Honduras). Ses agresseurs n'ont pour l'instant pas été identifiés.

L'organisation contre-révolutionnaire "Resistance nicaraguayenne" (RN) relayée par le quotidien nicaraguayen d'opposition "La Prensa", a accusé le gouvernement de Managua d'avoir commis le crime et a annoncé qu'elle allait exercer des représailles contre les ambassades et les fonctionnaires nicaraguayens à l'étranger.

M. Rugama, fils d'un lieutenant colonel de la garde somoziste et appartenant à une famille aisée aujourd'hui en exil, était secrétaire du conseil des commandants de la RN, et a été longtemps responsable des hôpitaux de la Contra aux Honduras. Il a été assassiné alors qu'il se trouvait au volant d'une jeep appartenant à un capitaine d'infanterie de l'armée hondurienne, León Luque.

Les balles retrouvées dans son corps sont celles d'un pistolet mitrailleur de type U-21, arme que la Contra est la seule à utiliser. Les autorités judiciaires honduriennes estiment qu'il a été assassiné par des contre-révolutionnaires. M. Rugama jouissait d'une très mauvaise réputation au sein des troupes mercenaires, qui le trouvaient lâche. En effet, il n'a jamais participé à une action militaire, sauf une fois où, étant entré au Nicaragua, il a précipitamment abandonné ses hommes pour revenir au Honduras. Le ressentiment à son égard s'était accru lorsque Bermudez l'avait nommé secrétaire du commandement général.

Les forces armées honduriennes se sont montrées préoccupées de l'aggravation du conflit au sein de la Contra. Les disputes ont commencé il y a déjà plusieurs années et des cimetières clandestins, dans le secteur de "El Paraiso" et de Danlí (Honduras), sont pleins des restes de tous ceux qui se sont opposés à Bermudez.

L'un des épisodes les plus spectaculaires de ces luttes intestines a eu lieu y a quelques mois, lorsque les fidèles de l'ancien colonel de la garde somoziste ont tendu des embuscades sur le territoire hondurien aux hommes des chefs "dissidents", "Toño", "Rigoberto" et "Fernando", signataires des accords de Sapoa, que le gouvernement hondurien a ensuite déportés aux Etats-Unis.

DEUX CHEFS CONTRAS DEPOSENT LES ARMES

Managua, (ANN). Deux chefs importants du "Front sud" de la contre-révolution ont recouru à l'amnistie offerte par le gouvernement nicaraguayen depuis 1985, car ils considèrent que leur mouvement "n'a aucun avenir".

José Dolores Triguero était chef du commando régional numéro I du "Front sud" et Walter Madariaga était chef de compagnie. Les deux appartenaient à la "Force démocratique nicaraguayenne" (FDN) et se trouvaient dans le sud du pays. J.D. Triguero a déclaré que les trois facteurs nécessaires à la réussite d'un front de guerre ne sont pas réunis aujourd'hui. Tout d'abord, l'approvisionnement a été sérieusement réduit par les Etats-Unis, raison pour laquelle selon lui les combattants "vont en haillons, sans chaussures, et la faim au ventre". Ensuite, la Contra n'a pas le soutien de la population civile. "Les paysans ne veulent plus de la guerre, ils sont convaincus que la Contra n'a aucun avenir et ils n'en veulent pas". Enfin, la composition sociale des troupes est un problème: dans le

sud, ce sont des paysans qui ne veulent plus combattre et souhaitent rentrer chez eux.

Les deux mercenaires ont signalé que la corruption est effrénée et ont accusé les dirigeants qui vivent au Honduras et au Costa Rica de garder pour eux l'argent destiné à payer les combattants.

S.O.S. POUR LES PROJETS SOCIAUX

Managua, janvier (ANN). Le ministre de l'Institut nicaraguayen de la Sécurité sociale et du Bien-être (INSSBI), Reinaldo Tefel, a lancé un S.O.S. à la communauté internationale.

Cette demande urgente se fonde sur la grave situation économique du pays qui laisse à prévoir que, dans un avenir proche, ses dirigeants devront procéder à une réduction des projets sociaux actuellement en cours. "Nous n'écartons pas la possibilité d'être obligés de reconsidérer l'existence de certains centres d'enfants, d'handicapés ou de vieillards. Cette année, l'INSSBI devra réduire son budget, comme l'exigent les mesures économiques de rationalisation des ressources adoptées par le gouvernement" a précisé le haut fonctionnaire.

Ces déclarations ont été faites lors de la remise d'une donation provenant de l'apport d'un groupe d'amis du Nicaragua dont le siège se trouve à Bremgarten, dans le canton de Berne (Suisse) et des membres de deux organismes de coopération qui travaillent au Nicaragua. Les membres de "GVOM" et "Frères sans frontières" ont décidé après le passage de l'ouragan de donner un pourcentage de leur salaire en solidarité avec les sinistrés. Le ministre R. Tefel a exprimé ses remerciements au nom du gouvernement et du peuple nicaraguayen, et a manifesté l'espoir que ce geste généreux se multipliera car il s'agit d'actions désintéressées pour aider le Nicaragua.

ETATS-UNIS: UNE EDITION PIRATE DU NEW YORK TIMES DENONCE L'INTERVENTION AU SALVADOR

par Robert Cohen

New York, janvier (ANN). A l'aube du 5 janvier, les lecteurs habituels du "New York Times" ont découvert des exemplaires d'une édition pirate simulant le prestigieux quotidien dans les distributeurs automatiques de journaux. Les "faux" avaient été déposés par milliers par des opposants à la politique étatsunienne au Salvador.

L'édition falsifiée, dont la première page imitait tout-à-fait la une du *New York Times*, contient un avertissement

quant à l'éventualité d'un deuxième Viétnam au Salvador au cas où George Bush ne modifierait pas la politique d'intervention des Etats-Unis mise en pratique par le gouvernement sortant, ceci à la veille de l'investiture du nouveau président, qui est prévue pour le 20 janvier prochain.

Deux des militants anonymes qui ont participé à cette insolite action de propagande, que les porte-parole du véritable quotidien ont qualifiée d'illégale, ont expliqué lors d'une émission radiophonique que, dans ce petit pays centraméricain, la guerre a atteint un tel degré de tension qu'il est à prévoir une dramatique escalade du conflit dans les mois à venir, avec une participation directe croissante de la part des Etats-Unis.

Ils ont ajouté qu'étant le quotidien le plus influent du pays, le *New York Times* partage avec le gouvernement Reagan-Bush la responsabilité de cette situation. D'après eux, ce journal a systématiquement déformé l'information et a menti sur les événements qui se produisent au Salvador, acceptant presque toujours la version de la Maison Blanche.

L'édition "populaire" du journal dénoncé l'actuelle stratégie de conflit de faible intensité promue par le Pentagone qui a entraîné la mort de 70'000 civils et la disparition de 8'000 personnes au cours des huit dernières années. La probable victoire électorale du parti d'extrême-droite *Arena* en mars prochain impliquera l'adoption d'une stratégie de guerre totale, une activité effrénée des escadrons de la mort et un génocide contre la population civiles.

Les "pirates" indiquent également que si les Etats-Unis cessaient de fournir de l'aide militaire et économique au gouvernement salvadorien, l'on pourrait parvenir à une solution politique au conflit, avec l'établissement d'un gouvernement provisoire "large", qui représenterait tous les secteurs politiques du pays, y compris la coalition FDR-FMLN.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Boza.

Nouveau prix d'abonnement :
pour particuliers : sfr 135.--/ff 450.--
pour comités de solidarité : sfr 250.--/ff 700.--
pour institutions : sfr 350.--/ff 1'000.--
(peut être payé par semestre)

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

